

AVIS DE SITUATION DÉCLARATIVE À L'IMPÔT SUR LE REVENU 2018
VALANT AVIS D'IMPÔT
IMPÔT SUR LES REVENUS de l'année 2017

Retrouvez ce document
sur **impots.gouv.fr**
Pour vos démarches,
pas besoin d'original :
il suffit de fournir une
photocopie, vérifiable sur
impots.gouv.fr/verifavis

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
SIP NIMES OUEST
SAID SECTEUR 1
15 BD ETIENNE SAINTENAC
30024 NIMES CEDEX 9



MME PRUDHOMME LOUISE
215 CHE DE CANTE PERDRIX
30900 NIMES

Vos références

Pour accéder à votre espace particulier
Numéro fiscal (C) : 14 43 829 199 232

N° d'accès en ligne : voir votre déclaration
Revenu fiscal de référence : 0

Référence de l'avis : 18 30 A089854 56
Adresse d'imposition au 01/01/2018 :

215 CHE DE CANTE PERDRIX

30900 NIMES

Numéro FIP : 300 96 15 4078467789 4

Numéro de rôle : 011

Date d'établissement : 14/07/2018

Votre situation

MONTANT DE VOTRE IMPÔT

0 €

À compter du 1^{er} janvier 2019, votre impôt sur le
revenu sera prélevé à la source.

Lisez attentivement la rubrique "INFORMATIONS
CONCERNANT LE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE"
à l'intérieur de cet avis, ainsi que la notice.

Vos démarches

⇒ Sur **impots.gouv.fr** : Accédez à votre espace particulier pour télécharger vos déclarations et avis d'impôts, déposer vos réclamations et
poser vos questions grâce à votre messagerie sécurisée.

⇒ Par courriel : Utilisez votre messagerie sécurisée dans votre espace particulier sur **impots.gouv.fr**

⇒ Par téléphone : - Pour tout renseignement concernant le prélèvement à la source mis en place en 2019 : 0 811 368 368 *
DU LUNDI AU VENDREDI, DE 8H30 À 19H.
- Pour toute autre question personnelle, votre centre des finances publiques (coordonnées ci-dessous).

⇒ Sur place : Votre centre des finances publiques (voir ses horaires sur **impots.gouv.fr**, rubrique « Contact ») :

SIP NIMES OUEST SAID SECTEUR 1
30024 NIMES CEDEX 9 30024 NIMES CEDEX 9
Tél : 04 66 36 56 32

* (Service 0,06 €/min + prix appel)

Indépendamment des sanctions fiscales encourues le cas échéant, le fait pour une personne de se faire délivrer indûment par une administration publique, par quelque
moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans
d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende en vertu des dispositions de l'article 441-6 du code pénal. Est puni des mêmes peines le fait de fournir une déclaration
mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indu.